



**CIHEAM (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes) / PLAN BLEU  
Mediterra 2009. Repenser le développement rural en Méditerranée**

Paris : Presses de Sciences po, 2009, 392 p.

Le développement agricole et rural est maintenant considéré comme une priorité dans l'espace méditerranéen. Si l'agriculture reste encore très importante économiquement et en termes d'emploi (surtout dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, PSEM), la pauvreté croît en milieu rural, le chômage reste élevé et côtoie à la fois un salariat précaire et une exploitation de subsistance, la balance commerciale alimentaire se détériore et l'avenir de l'agriculture est durement compromis par la raréfaction des ressources naturelles (eau et sols), ainsi que par les impacts négatifs importants du changement climatique.

Réalisé conjointement avec le Plan bleu, le rapport 2009 du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) a pour objet d'évaluer et de comparer les politiques de développement rural dans l'espace méditerranéen. Cinq ans

après l'adoption de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) par l'Organisation des Nations unies (ONU), cette édition a pour originalité de revoir le développement rural à l'aune des enjeux du développement durable actuels et émergents, tant environnementaux que sociaux et économiques.

Les quatre premiers chapitres, ainsi que celui sur les parcours collectifs, traitent ainsi majoritairement des enjeux environnementaux liés à la raréfaction des ressources (eau, sols, forêts et biodiversité), affectés par un changement climatique déjà en route. Dans la lignée de l'IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development), ces différents chapitres pointent la nécessaire valorisation des savoirs locaux, issus de millénaires d'adaptation au milieu, ainsi que la nécessaire articulation entre échelles locales et mondiales. Les



enjeux environnementaux doivent être pris dans leur globalité, en prenant en compte les impacts du changement climatique. Ils méritent une stratégie régionale et doivent être l'objet de coopérations prioritaires. Répondre à ces enjeux est également un impératif économique au vu des impacts divers de l'inaction.

Les chapitres cinq et huit traitent davantage des questions sociales, de la nécessaire amélioration de la gouvernance et de l'intérêt d'actions territoriales permettant de remettre les acteurs au centre des démarches. La plupart de ces actions sont portées par des projets extérieurs, mais permettent de réels renouvellements de la gouvernance locale, dans un mouvement général de décentralisation et de démocratisation.

Les chapitres « Vivre en milieu rural » et « Diversification » abordent davantage le volet économique et la question de la pauvreté. Ils soulignent la grande diversité des situations rurales, les liens à l'urbain, la nécessité de l'amélioration des services en milieu rural, le fossé grandissant entre milieux rural et urbain, et la diminution de la part de l'emploi et de l'économie agricole en milieu rural. La diversification est une nécessité : au Nord, il s'agit surtout de développer et rémunérer les multiples fonctions de l'agriculture (incluant tourisme, paysages...), alors que dans les PSEM, la diversification passe surtout par le développement de filières agroalimentaires et l'amélioration de la valeur ajoutée agricole. Seul le chapitre « Vivre en milieu rural » pose la question cruciale des structures agricoles, reconnaissant le rôle stabilisateur de l'agriculture familiale et les faiblesses et précarités de l'emploi salarié.

Les deux derniers chapitres évaluent plus particulièrement la SMDD et montrent les difficultés persistantes des États à réaliser leurs objectifs de durabilité. Il apparaît nécessaire d'appliquer un développement agricole et rural renouvelé aux stratégies de coopération régionale, notamment à l'Union pour la Méditerranée.

Ce rapport très riche, issu d'un travail collectif ambitieux, a déjà pour intérêt de lier agriculture, ruralité et durabilité, thèmes fondamentaux pour la Méditerranée. Il offre des synthèses assez complètes sur les différents thèmes du développement durable et souligne des fondamentaux du développement rural, utiles à rappeler : l'articulation des échelles, l'appui sur des savoirs locaux ou encore le fait de remettre les acteurs au centre de la gouvernance.

Il permet de compléter certaines analyses de Mediterra 2008<sup>1</sup> : approfondissement des enjeux liés au changement climatique, à la désertification, aux pénuries d'eau ; proposition de différentes visions plus pratiques sur le type de policy mix et de projets à mettre en œuvre ; importance du développement rural ; importance de la prise en compte de la diversité des situations rurales. Ce rapport a également le mérite de proposer une certaine évaluation comparative des politiques mises en œuvre dans une grande variété de pays.

On peut regretter l'absence d'une synthèse un peu plus ambitieuse, per-

1. CIHEAM (Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes), Mediterra 2008. Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée », analysé dans Futuribles, n° 346, novembre 2008, pp. 87-88.



*mettant de mieux dégager les messages importants à tirer de ce rapport et de mieux comprendre comment les réponses à ces différents défis peuvent se combiner. On ne dispose pas de vision claire sur les moyens consacrés au développement rural par rapport aux moyens consacrés au développement agricole et aux autres secteurs ainsi que les interactions et contradictions entre ces différentes politiques. Enfin, certains thèmes semblent trai-*

*tés trop légèrement, notamment le pilier économique du développement durable. Ainsi, la question du revenu, de la pauvreté et des structures agraires est analysée à la marge dans certains chapitres alors qu'il est par ailleurs souligné que, dans les PSEM, le développement rural économique doit passer par l'agriculture et le développement de ses filières.*

Marie-Aude Even